



LA LETTRE

EUROPE / INTER

EUROPE

Le Pacte pour l'euro contre l'Europe sociale

Après avoir dénoncé les diktats de l'Union européenne et du FMI visant à réduire les salaires et les pensions et à rendre plus flexibles les marchés du travail en Grèce et en Irlande, la CES s'oppose à une nouvelle gouvernance économique de l'Union qui, à travers le « Pacte pour l'euro plus » (nouvelle dénomination du Pacte de compétitivité proposé par Sarkozy et Merkel), met en danger les salaires et les droits sociaux et risque de porter atteinte à la démocratie. Il s'agit « d'un pacte nuisible pour un niveau de vie en baisse, davantage d'inégalités et davantage de travail précaire » estime John Monks, Secrétaire général de la CES, qui ajoute « l'Europe risque la collision avec son modèle social et son principe fondamental d'autonomie des négocia-

tions collectives ». (source CES)
Pour les Économistes atterrés, « le Pacte pour l'Europe renforce la soumission de l'Europe aux marchés financiers ».

(source Économistes atterrés)
Fort logiquement, l'organisation patronale européenne Business Europe se félicite donc d'un texte qui intègre nombre de demandes qu'elle portait depuis plusieurs années (cf. comparaisons établies par Corporate Europe Observatory). Un autre lobby patronal, ERT (European Round Table of Industrialists, club des 45 plus grandes entreprises européennes), a déclaré que le Pacte « permet de se rapprocher de la vision d'une Europe compétitive que l'ERT se fixe comme objectif pour 2025 ». ■

(source : <http://www.corporateeurope.org/lobbycracy/content/2011/03/business-against-europe>)

LONDRES

Les salariés européens se mobilisent contre l'austérité

Face aux attaques qui se généralisent et s'intensifient (cf. la Carte européenne de l'austérité dans laquelle la CES recense et tient à jour les mesures adoptées dans les différents pays), les salariés se mobilisent de façon de plus en plus convergente et massive :

- 50 000 personnes à Bucarest le 16 mars
- 30 000 personnes à Bruxelles le 24 mars



• 500 000 manifestants dans les rues de Londres le 26 mars, de quoi « rassurer » le Gouverneur de la Banque d'Angleterre qui, il y a peu, se déclarait surpris que les Britanniques ne soient pas plus en colère face aux mesures d'austérité qui leur sont imposées. ■

Sources CES et UNI.

INFORMATION

Vous avez entre les mains le premier numéro de la « Lettre Europe/Inter » de la fédération des Finances CGT. Notre objectif est de vous faire partager des informations syndicales, européennes et internationales, en lien avec notre secteur professionnel. Votre avis nous intéresse. N'hésitez pas à nous en faire part à : finances@cgt.fr. ■



ÉTATS-UNIS

Les Républicains s'attaquent aux syndicats du secteur public

Les Gouverneurs Républicains du Wisconsin, de l'Ohio et de l'Indiana veulent imposer une législation qui priverait les travailleurs du secteur public de la plupart de leurs droits de négociation collective. La forte mobilisation des salariés concernés, qui ont notamment occupé le Parlement du Wisconsin, soutenue par les élus Démocrates et relayée dans l'ensemble du pays, a contraint le Gouverneur de cet État à tenter de passer en force. Mais un juge local, considérant que l'adoption de cette nouvelle loi n'avait pas respecté l'obligation de séance publique, vient de suspendre son application. ■

Source UNI.

EUROPE**Congrès d'UNI
«Retour vers le futur»**

Sous ce slogan, les salariés du secteur financier venus du monde entier se sont réunis à Lisbonne du 15 au 17 mars pour exprimer leur refus de faire les frais d'une crise provoquée par les dirigeants des banques. Ils ont exigé le retour à un système financier au service de ses clients et non plus de ses actionnaires et ont débattu des moyens de créer le rapport de force permettant d'impulser un tel changement. ■



Source UNI.

EUROPE**Les députés européens favorables à une taxe sur les transactions financières**

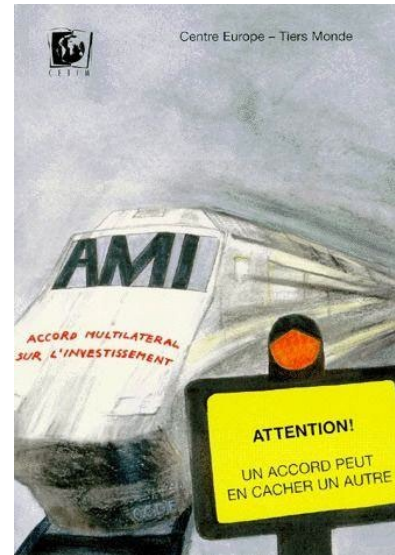
Le Parlement européen s'est prononcé à une très large majorité pour le principe d'une taxation des transactions financières. Une majorité s'est même dégagée pour demander l'instauration d'une telle taxe à la seule échelle européenne si aucun accord ne peut être trouvé au niveau international. ■

Source UNI.

INTERNATIONAL**L'AMI est de retour**

Vous vous souvenez peut-être du projet d'Accord multilatéral sur les investissements (AMI) qui, dans les années 90, visait à accorder des droits exorbitants aux entreprises transnationales. Négocié en secret, ce projet n'avait pas supporté d'être mis sur la place publique par les mouvements sociaux. Après cet échec, certains tentèrent de le ressusciter via l'Organisation mondiale du commerce (OMC) mais ils se heurtèrent cette fois à la résistance des pays en développement. Il ressort aujourd'hui en Europe dans le cadre du débat sur la politique d'investissement international de l'Union, une compétence qui a été transférée à celle-ci par le Traité de Lisbonne. Or les responsables de cette politique veulent accorder aux entreprises transnationales de nouvelles possibilités

de recours contre les États. Une pétition à destination des députés européens est en ligne sur le site du Réseau de Seattle à Bruxelles (www.s2bnetwork.org). ■



Source Seattle to Brussels Network.

INTERNATIONAL**101**

C'est le nombre de syndicalistes assassinés en 2009 (dont 48 en Colombie), en augmentation de 30% sur un an, selon le rapport annuel de la CSI sur les violations des droits syndicaux. Ce n'est toutefois que la partie émergée de l'iceberg. Le rapport note en effet une multiplication des pressions de toutes sortes sur les droits des travailleurs parallèlement à l'aggravation de la crise économique et sociale. ■

Source CSI.

SITES VISITÉS

CES :

www.etuc.org/fr

CSI :

www.ituc-csi.org

UNI :

www.uniglobalunion.org

Économistes atterrés :

www.atterres.org

Corporale Europe Observatory :

www.corporateeurope.org

Seattle to Brussels Network :

www.s2bnetwork.org

WWW.FINANCES.CGT.FR